



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

01-10-2015

Après les élections en Catalogne

Un bref rappel

La Catalogne compte 7,5 millions d'habitants (16 % de la population espagnole) elle représente 20 % du PIB. Le PIB par habitant se monte à 25 000 euros annuels, ce qui le place entre la France et l'Italie dans l'Union européenne. Elle garde une base industrielle importante : automobiles, groupes pharmaceutiques, un secteur financier avec les banques, le tourisme constituant aussi une ressource très importante.

La Catalogne a une longue histoire souvent conflictuelle avec l'État espagnol. Au 19^{ème} siècle, elle entre dans un développement industriel rapide. La bourgeoisie catalane devient puissante. Une République catalane est proclamée, confédérée avec l'Espagne.

En 1932, la Catalogne obtient un statut d'autonomie (Generalitat). En 1939, Franco suspend cette autonomie. La répression fasciste en Catalogne et au Pays-Basque est particulièrement forte. Les travailleurs de Catalogne seront l'un des fers de lance de l'opposition notamment lors de la grève générale de mars 1951, qui ébranla le régime franquiste sans toutefois le vaincre. Aujourd'hui, la Catalogne bénéficie d'un régime d'autonomie sans que l'Espagne soit pour autant un État fédéral.

La question de l'indépendance de la Catalogne est revenue avec force avec la montée et l'éclatement de la crise du capitalisme.

Le leader des indépendantistes, Artur Mas, appartient à la bourgeoisie capitaliste catalane. Cette classe a d'abord revendiqué d'échapper à la fiscalité, elle souhaiterait que les impôts prélevés en Catalogne, estimés à 16 milliards, y restent et « ne servent pas aux besoins publics et aux

déficits du reste de l'Espagne ». C'est oublier que la Catalogne est fortement endettée. Plusieurs multinationales, Planeta (éditions), Volkswagen/Audi s'opposent ouvertement à l'indépendance, craignant pour leur marché dans toute l'Espagne, s'il y avait des mesures de rétorsion. Du point de vue social, les pensions des retraités, les salaires des fonctionnaires risqueraient de baisser entre 7 à 17 %.

La situation politique

Les élections législatives du 27 septembre ont vu un seuil élevé de participation (77 %). Une liste d'union droite/gauche indépendantiste a obtenu 39,6 % des suffrages, la liste Unité Populaire se réclamant de l'indépendance et de « l'anticapitalisme » obtient 11 %. Ainsi, les partisans de l'indépendance obtiennent la majorité des sièges. Dissimulés derrière leurs listes on rencontre, outre le dirigeants de la bourgeoisie capitaliste catalane Arthur MAS, d'autres représentants du capitalisme catalan et d'ailleurs. Toutefois, les tenants du statu-quo arguent que les indépendantistes avec 47,8 % n'ont pas obtenu la majorité des suffrages. Le futur gouvernement catalan opterait pour un processus négocié de 18 mois pour proclamer l'indépendance et ensuite ouvrir les discussions avec l'UE pour l'adhésion.

Aujourd'hui les groupes capitalistes multinationaux considèrent le marché national comme trop étroit. Ils veulent contourner le cadre national législatif, liquider les conquêtes sociales et droits nationaux obtenus par les luttes. La politique d'austérité et de régressions sociale des gouvernement socialistes puis de droite pèse de plus en plus lourdement sur le peuple espagnol, Catalogne comprise. Elle nourrit la démagogie de ceux qui veulent récupérer ce mécontentement.

Le transfert progressif des pouvoirs économiques et politiques serait confié à des régions en prise directe avec les multinationales et l'Union Européenne capitaliste. Ce phénomène touche plusieurs grands pays européens : la Grande-Bretagne avec l'Écosse, la Belgique avec les Flandres, l'Italie avec la « Padanie » dans le Nord du pays, l'Espagne avec la Catalogne et le Pays-Basque.

En France aussi l'objectif du capital est de faire émerger des régions économiques en lien stratégique direct avec la division internationale du travail voulue par l'UE et les multinationales.

Concernant la Catalogne, c'est aux travailleurs catalans mais aussi des autres régions d'Espagne, de résoudre cette question en partant des intérêts supérieurs des travailleurs et du peuple dans la lutte contre le capitalisme. Seul le socialisme et le pouvoir populaire peuvent résoudre définitivement la question nationale.